

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 582 (2002 — 3286)

[2002/29610]

**20 JUNI 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de euro met betrekking tot de bepalingen over de RTBF. — Errata**

Artikel 7 van de Franse tekst van het bovenvermelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap, dat in het *Belgisch Staatsblad* van 20 september 2002, blz. 41624 bekendgemaakt is, dient te worden gelezen als volgt :

« Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 février 2000 fixant rémunération du Collège des commissaires aux comptes de la Radio-Télévision belge de la Communauté française, les montants exprimés en francs dans la deuxième colonne comptes du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau. »

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 583

[C - 2003/27104]

**19 DECEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du 6 mars 1997 portant exécution du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, les barèmes du personnel;

Vu l'arrêté du 6 mars 1997 portant exécution du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu la convention C-collective de travail du 16 septembre 2002 définissant la classification de fonctions et les conditions de rémunération pour les secteurs de la Commission paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Région wallonne : les entreprises de formation par le Travail, les organismes d'insertion socioprofessionnelle, les centres régionaux d'intégration pour les populations d'origine étrangère, les missions régionales pour l'emploi et les centres de formation et/ou de réadaptation professionnelle agréés par l'Agence wallonne pour l'intégration professionnelle des personnes handicapées;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence spécialement motivée par le fait que, d'une part, la convention collective de travail du 16 septembre 2002 prévoit, dans son article 8, sa rétroactivité à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2001 conformément à l'accord non marchand et que, d'autre part, les centres connaissent d'importantes difficultés de trésorerie;

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle en application de l'article 138 de la Constitution une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** L'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mars 1997 portant exécution du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère est remplacé par la disposition suivante :

« La personne chargée de la gestion journalière doit posséder :

1° un diplôme de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de type long ou de type court;

2° une expérience utile d'au moins cinq ans et une expérience professionnelle d'au moins trois ans;

3° un diplôme ou un certificat complémentaire attestant des connaissances acquises dans la gestion du secteur non marchand. Le Ministre détermine les diplômes et certificats qui satisfont à cette exigence.

L'expérience utile comprend l'expérience dans le secteur et l'expérience du métier dans le domaine de la formation délivrée.

Les dépenses de personnel ne sont prises en considération pour le calcul de la subvention que si elles n'excèdent pas les échelles barémiques afférentes à leur fonction et annexées au présent arrêté.

L'échelle de traitement prise en compte à partir 1<sup>er</sup> octobre 2004 pour le responsable de la gestion journalière est l'échelle fixée à l'annexe 2.

Si le responsable de la gestion journalière a été engagé après le 1<sup>er</sup> octobre 2001, il y a lieu, pour la période du 1<sup>er</sup> octobre 2001 au 1<sup>er</sup> octobre 2004, d'appliquer les barèmes repris à l'annexe 2*bis*.

Si le responsable de la gestion journalière a été engagé avant le 1<sup>er</sup> octobre 2001, il y a lieu de procéder, pour la période du 1<sup>er</sup> octobre 2001 au 1<sup>er</sup> octobre 2004, au calcul de la rémunération dudit responsable conformément à la grille de calcul déterminée par l'annexe 3 de la convention collective de travail définissant la classification de fonction et les conditions de rémunération pour certains secteurs dépendant de la Région wallonne de la Commission paritaire pour le secteur socioculturel : E.F.T., O.I.S.P., CRI, MIRE, C.F.P. de l'AWIPH signée le 16 septembre 2002.

Pour le poste de secrétaire, l'échelle de traitement prise en compte à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2004 est fixée à l'annexe 3 ou 4 selon que le travailleur possède un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur ou un diplôme de l'enseignement secondaire inférieur.

Si le secrétaire a été engagé après le 1<sup>er</sup> octobre 2001, il y a lieu, pour la période du 1<sup>er</sup> octobre 2001 au 1<sup>er</sup> octobre 2004, d'appliquer les barèmes repris à l'annexe 3*bis* ou 4*bis* selon que le travailleur possède un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur ou un diplôme de l'enseignement secondaire inférieur.

Si le secrétaire a été engagé avant le 1<sup>er</sup> octobre 2001, il y a lieu de procéder, pour la période du 1<sup>er</sup> octobre 2001 au 1<sup>er</sup> octobre 2004, au calcul de la rémunération dudit secrétaire conformément à la grille de calcul déterminée par l'annexe 3 de la convention collective de travail définissant la classification de fonction et les conditions de rémunération pour certains secteurs dépendant de la Région wallonne de la Commission paritaire pour le secteur socioculturel : E.F.T., O.I.S.P., CRI, MIRE, C.F.P. de l'AWIPH signée le 16 septembre 2002.

L'échelle de traitement et les barèmes annexés sont destinés à couvrir le salaire brut auquel il convient d'ajouter les charges sociales patronales plafonnées à 50 % du salaire brut. »

**Art. 3.** L'article 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mars 1997 portant exécution du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère est remplacé par la disposition suivante :

« A l'exception des subventions visées à l'article 13, aliéna 3, il est accordé au centre agréé, dans le courant du premier trimestre de l'année civile, une avance annuelle correspondant à 85 % du montant des subventions accordées l'année précédente.

Pour obtenir le paiement de cette avance, le service en fait la demande en renvoyant à l'administration un formulaire établi par celle-ci.

Le solde est liquidé avant le 1<sup>er</sup> juin de l'année suivante, sur présentation des justificatifs des dépenses. »

**Art. 4.** L'annexe 2 est abrogée et est remplacée par les annexes 2, 2*bis*, 3, 3*bis*, 4 et 4*bis* du présent arrêté.

**Art. 5.** Les personnes chargées de la gestion journalière engagées avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont supposées remplir les conditions fixées par l'article 2 du présent arrêté.

**Art. 6.** Sous réserve de l'alinéa 2, le présent arrêté entre en vigueur le jour de son adoption par le Gouvernement.

L'article 2 produit ses effets le 1<sup>er</sup> octobre 2001.

**Art. 7.** Le Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 décembre 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

## Annexe 2

Rémunération de la personne chargée de la gestion journalière.

Rémunérations à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2004

Echelon 6

Pivot :

109,46 (base 1996 = 100)

Ancienneté	En francs			En euros		
	Annuel	Mensuel	Horaire	Annuel	Mensuel	Horaire
0	1 156 956	96 413	585,50	28.680,19	2.390,02	14,5142
1	1 213 656	101 138	614,20	30.085,75	2.507,15	15,2256
2	1 213 656	101 138	614,20	30.085,75	2.507,15	15,2256
3	1 264 440	105 370	639,90	31.344,65	2.612,05	15,8627
4	1 264 440	105 370	639,90	31.344,65	2.612,05	15,8627
5	1 315 212	109 601	665,59	32.603,25	2.716,94	16,4995
6	1 315 212	109 601	665,59	32.603,25	2.716,94	16,4995
7	1 365 984	113 832	691,29	33.861,86	2.821,82	17,1366
8	1 365 984	113 832	691,29	33.861,86	2.821,82	17,1366
9	1 416 768	118 064	716,99	35.120,76	2.926,73	17,7737
10	1 435 656	119 638	726,55	35.588,98	2.965,75	18,0107
11	1 486 428	123 869	752,24	36.847,59	3.070,63	18,6475
12	1 486 428	123 869	752,24	36.847,59	3.070,63	18,6475
13	1 537 212	128 101	777,94	38.106,49	3.175,54	19,2846
14	1 537 212	128 101	777,94	38.106,49	3.175,54	19,2846
15	1 587 984	132 332	803,64	39.365,10	3.280,42	19,9217
16	1 587 984	132 332	803,64	39.365,10	3.280,42	19,9217
17	1 638 756	136 563	829,33	40.623,70	3.385,31	20,5586
18	1 638 756	136 563	829,33	40.623,70	3.385,31	20,5586
19	1 689 540	140 795	855,03	41.882,60	3.490,22	21,1956
20	1 689 540	140 795	855,03	41.882,60	3.490,22	21,1956
21	1 740 312	145 026	880,72	43.141,21	3.595,10	21,8325
22	1 740 312	145 026	880,72	43.141,21	3.595,10	21,8325
23	1 791 084	149 257	906,42	44.399,81	3.699,98	22,4696
24	1 791 084	149 257	906,42	44.399,81	3.699,98	22,4696
25	1 791 084	149 257	906,42	44.399,81	3.699,98	22,4696
26	1 791 084	149 257	906,42	44.399,81	3.699,98	22,4696
27	1 791 084	149 257	906,42	44.399,81	3.699,98	22,4696
28	1 791 084	149 257	906,42	44.399,81	3.699,98	22,4696
29	1 791 084	149 257	906,42	44.399,81	3.699,98	22,4696
30	1 791 084	149 257	906,42	44.399,81	3.699,98	22,4696
31	1 791 084	149 257	906,42	44.399,81	3.699,98	22,4696

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mars 1997 portant exécution du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère.

Namur, le 19 décembre 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

## Annexe 2bis

Barèmes de la rémunération de la personne chargée de la gestion journalière entrée en service après le 1<sup>er</sup> octobre 2001.

## Application des accords non marchand

**Echelon 6** Pivot : 107,32 (base 1996 = 100) au 1 octobre 2001.*En francs**En euros*

	A partir du 1 <sup>er</sup> octobre 2001		A partir du 1 <sup>er</sup> octobre 2002		A partir du 1 <sup>er</sup> octobre 2003			A partir du 1 <sup>er</sup> octobre 2001		A partir du 1 <sup>er</sup> octobre 2002		A partir du 1 <sup>er</sup> octobre 2003	
	Annuel	Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel	Mensuel		Annuel	Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel	Mensuel
0	1.010.676	84.223	1.051.884	87.657	1.093.092	91.091	0	25.054,00	2.087,83	26.075,52	2.172,96	27.097,04	2.258,09
1	1.060.200	88.350	1.103.424	91.952	1.146.648	95.554	1	26.281,67	2.190,14	27.353,17	2.279,43	28.424,66	2.368,72
2	1.060.200	88.350	1.103.424	91.952	1.146.648	95.554	2	26.281,67	2.190,14	27.353,17	2.279,43	28.424,66	2.368,72
3	1.104.564	92.047	1.149.600	95.800	1.194.636	99.553	3	27.381,43	2.281,79	28.497,84	2.374,82	29.614,25	2.467,85
4	1.104.564	92.047	1.149.600	95.800	1.194.636	99.553	4	27.381,43	2.281,79	28.497,84	2.374,82	29.614,25	2.467,85
5	1.148.904	95.742	1.195.740	99.645	1.242.576	103.548	5	28.480,59	2.373,38	29.641,62	2.470,14	30.802,65	2.566,89
6	1.148.904	95.742	1.195.740	99.645	1.242.576	103.548	6	28.480,59	2.373,38	29.641,62	2.470,14	30.802,65	2.566,89
7	1.193.268	99.439	1.241.916	103.493	1.290.564	107.547	7	29.580,34	2.465,03	30.786,29	2.565,52	31.992,25	2.666,02
8	1.193.268	99.439	1.241.916	103.493	1.290.564	107.547	8	29.580,34	2.465,03	30.786,29	2.565,52	31.992,25	2.666,02
9	1.237.632	103.136	1.288.092	107.341	1.338.552	111.546	9	30.680,10	2.556,67	31.930,97	2.660,91	33.181,84	2.765,15
10	1.254.132	104.511	1.305.264	108.772	1.356.396	113.033	10	31.089,12	2.590,76	32.356,65	2.696,39	33.624,18	2.802,01
11	1.298.472	108.206	1.351.404	112.617	1.404.336	117.028	11	32.188,28	2.682,36	33.500,43	2.791,70	34.812,58	2.901,05
12	1.298.472	108.206	1.351.404	112.617	1.404.336	117.028	12	32.188,28	2.682,36	33.500,43	2.791,70	34.812,58	2.901,05
13	1.342.836	111.903	1.397.580	116.465	1.452.324	121.027	13	33.288,03	2.774,00	34.645,10	2.887,09	36.002,17	3.000,18
14	1.342.836	111.903	1.397.580	116.465	1.452.324	121.027	14	33.288,03	2.774,00	34.645,10	2.887,09	36.002,17	3.000,18
15	1.387.188	115.599	1.443.744	120.312	1.500.300	125.025	15	34.387,49	2.865,62	35.789,48	2.982,46	37.191,47	3.099,29
16	1.387.188	115.599	1.443.744	120.312	1.500.300	125.025	16	34.387,49	2.865,62	35.789,48	2.982,46	37.191,47	3.099,29

	A partir du 1 <sup>er</sup> octobre 2001		A partir du 1 <sup>er</sup> octobre 2002		A partir du 1 <sup>er</sup> octobre 2003			A partir du 1 <sup>er</sup> octobre 2001		A partir du 1 <sup>er</sup> octobre 2002		A partir du 1 <sup>er</sup> octobre 2003	
	Annuel	Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel	Mensuel		Annuel	Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel	Mensuel
17	1.431.540	119.295	1.489.896	124.158	1.548.252	129.021	17	35.486,95	2.957,25	36.933,56	3.077,80	38.380,16	3.198,35
18	1.431.540	119.295	1.489.896	124.158	1.548.252	129.021	18	35.486,95	2.957,25	36.933,56	3.077,80	38.380,16	3.198,35
19	1.475.904	122.992	1.536.072	128.006	1.596.240	133.020	19	36.586,70	3.048,89	38.078,23	3.173,19	39.569,76	3.297,48
20	1.475.904	122.992	1.536.072	128.006	1.596.240	133.020	20	36.586,70	3.048,89	38.078,23	3.173,19	39.569,76	3.297,48
21	1.520.256	126.688	1.582.236	131.853	1.644.216	137.018	21	37.686,16	3.140,51	39.222,61	3.268,55	40.759,05	3.396,59
22	1.520.256	126.688	1.582.236	131.853	1.644.216	137.018	22	37.686,16	3.140,51	39.222,61	3.268,55	40.759,05	3.396,59
23	1.564.608	130.384	1.628.400	135.700	1.692.192	141.016	23	38.785,62	3.232,13	40.366,98	3.363,92	41.948,34	3.495,70
24	1.564.608	130.384	1.628.400	135.700	1.692.192	141.016	24	38.785,62	3.232,13	40.366,98	3.363,92	41.948,34	3.495,70
25	1.564.608	130.384	1.628.400	135.700	1.692.192	141.016	25	38.785,62	3.232,13	40.366,98	3.363,92	41.948,34	3.495,70
26	1.564.608	130.384	1.628.400	135.700	1.692.192	141.016	26	38.785,62	3.232,13	40.366,98	3.363,92	41.948,34	3.495,70
27	1.564.608	130.384	1.628.400	135.700	1.692.192	141.016	27	38.785,62	3.232,13	40.366,98	3.363,92	41.948,34	3.495,70
28	1.564.608	130.384	1.628.400	135.700	1.692.192	141.016	28	38.785,62	3.232,13	40.366,98	3.363,92	41.948,34	3.495,70
29	1.564.608	130.384	1.628.400	135.700	1.692.192	141.016	29	38.785,62	3.232,13	40.366,98	3.363,92	41.948,34	3.495,70
30	1.564.608	130.384	1.628.400	135.700	1.692.192	141.016	30	38.785,62	3.232,13	40.366,98	3.363,92	41.948,34	3.495,70
31	1.564.608	130.384	1.628.400	135.700	1.692.192	141.016	31	38.785,62	3.232,13	40.366,98	3.363,92	41.948,34	3.495,70

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 modifiant l'arrêté du 6 mars 1997 portant exécution du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère.

Namur, le 19 décembre 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 583

[C — 2003/27104]

**19 DECEMBER 2002. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van 6 maart 1997 tot uitvoering van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst;

Gelet op het besluit van 6 maart 1997 tot uitvoering van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 september 2002 betreffende de classificatie van de functies en de bezoldigingsvoorwaarden voor de sectoren van de paritaire commissie voor de sociaal-culturele sector die onder het Waalse Gewest ressorteert, met name: de bedrijven voor vorming op de werkvloer, de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces, de gewestelijke centra voor de integratie van personen van buitenlandse herkomst, de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling en de centra voor vorming en/of beroepsherscholing erkend door het « Agence wallonne pour l'intégration professionnelle des personnes handicapées » (Waal agentschap voor de beroepsintegratie van gehandicapte personen);

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op dringende noodzakelijkheid, speciaal gemotiveerd door het feit dat de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 september 2002 in haar artikel 8 bepaalt dat ze krachtens het non-profitakkoord terugwerkende kracht heeft vanaf 1 oktober 2001, enerzijds, en dat de centra te kampen hebben met ernstige schatkistproblemen, anderzijds;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** Artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 6 maart 1997 tot uitvoering van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst wordt vervangen als volgt :

« De persoon belast met het dagelijks beheer heeft :

1° een diploma van het al dan niet universitair hoger onderwijs van het lange of korte type;

2° minstens vijf jaar nuttige ervaring en minstens drie jaar beroepservaring;

3° een bijkomend diploma of getuigschrift ter bevestiging van de kennis verworven op het vlak van het beheer in de non-profitsector. De Minister bepaalt de diploma's en getuigschriften die aan die vereisten voldoen.

Onder nuttige ervaring verstaat men de ervaring opgedaan in de sector en de beroepservaring in het domein van de gegeven opleiding.

De personeelsuitgaven worden slechts in aanmerking genomen bij de berekening van de toelage als ze de bij dit besluit gevoegde loonschalen niet overschrijden.

De loonschaal die vanaf 1 oktober 2004 in aanmerking wordt genomen in het geval van de verantwoordelijke voor het dagelijks beheer ligt vast in bijlage 2.

Als de verantwoordelijke voor het dagelijks beheer in dienst genomen werd vóór 1 oktober 2001, valt de periode tussen 1 oktober 2001 en 1 oktober 2004 onder de toepassing van de loonschalen vermeld in bijlage 2bis.

Als de verantwoordelijke voor het dagelijks beheer in dienst genomen werd vóór 1 oktober 2001, wordt zijn loon voor de periode tussen 1 oktober 2001 en 1 oktober 2004 berekend overeenkomstig de methode bedoeld in bijlage 5 bij de op 16 september 2002 gesloten collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de classificatie van de functies en de bezoldigingsvoorwaarden voor bepaalde onder het Waalse Gewest ressorterende sectoren van de paritaire commissie van de sociaal-culturele sector, met name : de « E.F.T. », de « O.I.S.P. », de « CRI », de « MIRE », de « C.F.P. » van de « AWIPH ».

De loonschaal betreffende de post van secretaris, die in aanmerking wordt genomen vanaf 1 oktober 2004, ligt vast in bijlage 3 of 4, al naar gelang de werknemer over een diploma van het hoger of van het lager secundair onderwijs beschikt.

Als de secretaris in dienst genomen werd vóór 1 oktober 2001 valt de periode tussen 1 oktober 2001 en 1 oktober 2004 onder de toepassing van de loonschalen bedoeld in bijlage 3bis of 4bis, al naar gelang de werknemer over een diploma van het hoger of van het lager secundair onderwijs beschikt.

Als de secretaris in dienst genomen werd vóór 1 oktober 2001, wordt zijn loon voor de periode tussen 1 oktober 2001 en 1 oktober 2004 berekend overeenkomstig de methode bedoeld in bijlage 5 bij de op 16 september 2002 gesloten collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de classificatie van de functies en de bezoldigingsvoorwaarden voor bepaalde onder het Waalse Gewest ressorterende sectoren van de paritaire commissie van de sociaal-culturele sector, met name : de « E.F.T. », de « O.I.S.P. », de « CRI », de « MIRE », de « C.F.P. » van de « AWIPH ».

De loonschaal en de bijgevoegde barema's dienen ter dekking van het brutoloon, waaraan de werkgeverslasten toegevoegd moeten worden tot maximum 50 % van het brutoloon. »

**Art. 3.** Artikel 14 van het besluit van de Waalse Regering van 6 maart 1997 tot uitvoering van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst wordt vervangen als volgt :

« Met uitzondering van de toelagen bedoeld in artikel 13, derde lid, geniet het erkende centrum in de loop van het eerste kwartaal van het kalenderjaar een jaarlijks voorschot gelijk aan 85 % van het bedrag van de toelagen verleend in de loop van het voorafgaande jaar.

De dienst verzoekt de administratie om de betaling van dat voorschot aan de hand van een formulier waarvan het model door de administratie wordt bepaald.

Het saldo wordt vóór 1 juni van het volgende jaar vereffend op vertoon van de stukken die de uitgaven bevestigen. »

**Art. 4.** Bijlage 2 wordt opgeheven en vervangen door de bijlagen 2, 2bis, 3, 3bis, 4 en 4bis van dit besluit.

**Art. 5.** De met het dagelijks beheer belaste personen die in dienst genomen worden vóór de inwerkingtreding van dit besluit, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden bepaald bij artikel 2 van dit besluit.

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het door de Regering aangenomen wordt, onder voorbehoud van het tweede lid.

**Art. 7.** De Minister van Sociale Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 december 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

Bijlage 2

Bezoldiging van de persoon belast met het dagelijks beheer

Lonen vanaf 1 oktober 2004

Schaal 6

Spilindex : 109,46 (basis 1996 = 100)

Anciënniteit	In franken			In euro		
	Jaarlijks	Maandelijks	Per uur	Jaarlijks	Maandelijks	Per uur
0	1.156.956	96.413	585,50	28.680,19	2.390,02	14,5142
1	1.213.656	101.138	614,20	30.085,75	2.507,15	15,2256
2	1.213.656	101.138	614,20	30.085,75	2.507,15	15,2256
3	1.264.440	105.370	639,90	31.344,65	2.612,05	15,8627
4	1.264.440	105.370	639,90	31.344,65	2.612,05	15,8627
5	1.315.212	109.601	665,59	32.603,25	2.716,94	16,4995
6	1.315.212	109.601	665,59	32.603,25	2.716,94	16,4995
7	1.365.984	113.832	691,29	33.861,86	2.821,82	17,1366
8	1.365.984	113.832	691,29	33.861,86	2.821,82	17,1366

Anciënniteit	<i>In franken</i>			<i>In euro</i>		
	Jaarlijks	Maandelijks	Per uur	Jaarlijks	Maandelijks	Per uur
9	1.416.768	118.064	716,99	35.120,76	2.926,73	17,7737
10	1.435.656	119.638	726,55	35.588,98	2.965,75	18,0107
11	1.486.428	123.869	752,24	36.847,59	3.070,63	18,6475
12	1.486.428	123.869	752,24	36.847,59	3.070,63	18,6475
13	1.537.212	128.101	777,94	38.106,49	3.175,54	19,2846
14	1.537.212	128.101	777,94	38.106,49	3.175,54	19,2846
15	1.587.984	132.332	803,64	39.365,10	3.280,42	19,9217
16	1.587.984	132.332	803,64	39.365,10	3.280,42	19,9217
17	1.638.756	136.563	829,33	40.623,70	3.385,31	20,5586
18	1.638.756	136.563	829,33	40.623,70	3.385,31	20,5586
19	1.689.540	140.795	855,03	41.882,60	3.490,22	21,1956
20	1.689.540	140.795	855,03	41.882,60	3.490,22	21,1956
21	1.740.312	145.026	880,72	43.141,21	3.595,10	21,8325
22	1.740.312	145.026	880,72	43.141,21	3.595,10	21,8325
23	1.791.084	149.257	906,42	44.399,81	3.699,98	22,4696
24	1.791.084	149.257	906,42	44.399,81	3.699,98	22,4696
25	1.791.084	149.257	906,42	44.399,81	3.699,98	22,4696
26	1.791.084	149.257	906,42	44.399,81	3.699,98	22,4696
27	1.791.084	149.257	906,42	44.399,81	3.699,98	22,4696
28	1.791.084	149.257	906,42	44.399,81	3.699,98	22,4696
29	1.791.084	149.257	906,42	44.399,81	3.699,98	22,4696
30	1.791.084	149.257	906,42	44.399,81	3.699,98	22,4696
31	1.791.084	149.257	906,42	44.399,81	3.699,98	22,4696

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot wijziging van het besluit van 6 maart 1997 tot uitvoering van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst

Namen, 19 december 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE



## Bijlage 2bis

Loonschalen van de persoon belast met het dagelijks beheer en in dienst genomen na 1 oktober 2001

Toepassing van de non-profitakkoorden

Schaal 6

Spilindex : 107,32 (basis 1996 = 100) au 01/10/2001

*In franken**In euro*

	Vanaf 1 oktober 2001		Vanaf 1 oktober 2002		Vanaf 1 oktober 2003			Vanaf 1 oktober 2001		Vanaf 1 oktober 2002		Vanaf 1 oktober 2003	
	Jaarlijks	Maandelijks	Jaarlijks	Maandelijks	Jaarlijks	Maandelijks		Jaarlijks	Maandelijks	Jaarlijks	Maandelijks	Jaarlijks	Maandelijks
0	1.010.676	84.223	1.051.884	87.657	1.093.092	91.091	0	25.054,00	2.087,83	26.075,52	2.172,96	27.097,04	2.258,09
1	1.060.200	88.350	1.103.424	91.952	1.146.648	95.554	1	26.281,67	2.190,14	27.353,17	2.279,43	28.424,66	2.368,72
2	1.060.200	88.350	1.103.424	91.952	1.146.648	95.554	2	26.281,67	2.190,14	27.353,17	2.279,43	28.424,66	2.368,72
3	1.104.564	92.047	1.149.600	95.800	1.194.636	99.553	3	27.381,43	2.281,79	28.497,84	2.374,82	29.614,25	2.467,85
4	1.104.564	92.047	1.149.600	95.800	1.194.636	99.553	4	27.381,43	2.281,79	28.497,84	2.374,82	29.614,25	2.467,85
5	1.148.904	95.742	1.195.740	99.645	1.242.576	103.548	5	28.480,59	2.373,38	29.641,62	2.470,14	30.802,65	2.566,89
6	1.148.904	95.742	1.195.740	99.645	1.242.576	103.548	6	28.480,59	2.373,38	29.641,62	2.470,14	30.802,65	2.566,89
7	1.193.268	99.439	1.241.916	103.493	1.290.564	107.547	7	29.580,34	2.465,03	30.786,29	2.565,52	31.992,25	2.666,02
8	1.193.268	99.439	1.241.916	103.493	1.290.564	107.547	8	29.580,34	2.465,03	30.786,29	2.565,52	31.992,25	2.666,02
9	1.237.632	103.136	1.288.092	107.341	1.338.552	111.546	9	30.680,10	2.556,67	31.930,97	2.660,91	33.181,84	2.765,15
10	1.254.132	104.511	1.305.264	108.772	1.356.396	113.033	10	31.089,12	2.590,76	32.356,65	2.696,39	33.624,18	2.802,01
11	1.298.472	108.206	1.351.404	112.617	1.404.336	117.028	11	32.188,28	2.682,36	33.500,43	2.791,70	34.812,58	2.901,05
12	1.298.472	108.206	1.351.404	112.617	1.404.336	117.028	12	32.188,28	2.682,36	33.500,43	2.791,70	34.812,58	2.901,05
13	1.342.836	111.903	1.397.580	116.465	1.452.324	121.027	13	33.288,03	2.774,00	34.645,10	2.887,09	36.002,17	3.000,18
14	1.342.836	111.903	1.397.580	116.465	1.452.324	121.027	14	33.288,03	2.774,00	34.645,10	2.887,09	36.002,17	3.000,18
15	1.387.188	115.599	1.443.744	120.312	1.500.300	125.025	15	34.387,49	2.865,62	35.789,48	2.982,46	37.191,47	3.099,29

	Vanaf 1 oktober 2001		Vanaf 1 oktober 2002		Vanaf 1 oktober 2003			Vanaf 1 oktober 2001		Vanaf 1 oktober 2002		Vanaf 1 oktober 2003	
	Jaarlijks	Maandelijks	Jaarlijks	Maandelijks	Jaarlijks	Maandelijks		Jaarlijks	Maandelijks	Jaarlijks	Maandelijks	Jaarlijks	Maandelijks
16	1.387.188	115.599	1.443.744	120.312	1.500.300	125.025	16	34.387,49	2.865,62	35.789,48	2.982,46	37.191,47	3.099,29
17	1.431.540	119.295	1.489.896	124.158	1.548.252	129.021	17	35.486,95	2.957,25	36.933,56	3.077,80	38.380,16	3.198,35
18	1.431.540	119.295	1.489.896	124.158	1.548.252	129.021	18	35.486,95	2.957,25	36.933,56	3.077,80	38.380,16	3.198,35
19	1.475.904	122.992	1.536.072	128.006	1.596.240	133.020	19	36.586,70	3.048,89	38.078,23	3.173,19	39.569,76	3.297,48
20	1.475.904	122.992	1.536.072	128.006	1.596.240	133.020	20	36.586,70	3.048,89	38.078,23	3.173,19	39.569,76	3.297,48
21	1.520.256	126.688	1.582.236	131.853	1.644.216	137.018	21	37.686,16	3.140,51	39.222,61	3.268,55	40.759,05	3.396,59
22	1.520.256	126.688	1.582.236	131.853	1.644.216	137.018	22	37.686,16	3.140,51	39.222,61	3.268,55	40.759,05	3.396,59
23	1.564.608	130.384	1.628.400	135.700	1.692.192	141.016	23	38.785,62	3.232,13	40.366,98	3.363,92	41.948,34	3.495,70
24	1.564.608	130.384	1.628.400	135.700	1.692.192	141.016	24	38.785,62	3.232,13	40.366,98	3.363,92	41.948,34	3.495,70
25	1.564.608	130.384	1.628.400	135.700	1.692.192	141.016	25	38.785,62	3.232,13	40.366,98	3.363,92	41.948,34	3.495,70
26	1.564.608	130.384	1.628.400	135.700	1.692.192	141.016	26	38.785,62	3.232,13	40.366,98	3.363,92	41.948,34	3.495,70
27	1.564.608	130.384	1.628.400	135.700	1.692.192	141.016	27	38.785,62	3.232,13	40.366,98	3.363,92	41.948,34	3.495,70
28	1.564.608	130.384	1.628.400	135.700	1.692.192	141.016	28	38.785,62	3.232,13	40.366,98	3.363,92	41.948,34	3.495,70
29	1.564.608	130.384	1.628.400	135.700	1.692.192	141.016	29	38.785,62	3.232,13	40.366,98	3.363,92	41.948,34	3.495,70
30	1.564.608	130.384	1.628.400	135.700	1.692.192	141.016	30	38.785,62	3.232,13	40.366,98	3.363,92	41.948,34	3.495,70
31	1.564.608	130.384	1.628.400	135.700	1.692.192	141.016	31	38.785,62	3.232,13	40.366,98	3.363,92	41.948,34	3.495,70

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 tot wijziging van het besluit van 6 maart 1997 tot uitvoering van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst.

Namen, 19 december 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE